

Les Argentins misent sur la préservation du gouvernement progressiste



Ce dimanche, 25 octobre, les Argentins, tout comme les Guatémaltèques et les Haïtiens, sont appelés aux urnes pour des élections présidentielles. Notre Point de vue s'arrête sur la volonté des Argentins, d'après les intentions de vote, de préserver les acquis des gouvernements progressistes de ces dernières années.

Les sondages en Argentine donnent en effet la victoire à Daniel Scioli, du Front pour la Victoire, qui a aspire à remporter la présidence au premier tour, face à ses adversaires Mauricio Macri, de l'alliance de droit CAMBIEMOS, (Changeons, en français) et Sergio Massa, le candidat du Front Rénovateur.

La loi électorale argentine établit que si l'un des candidats remporte au moins 40% des voix et avantage de 10 points son adversaire immédiat, est déclaré président de la République.

Autrement, les deux candidats ayant eu le plus grand nombre de voix vont à un second tour. Si c'est le cas ce dimanche, les alliances avec les vaincus seront fondamentales pour définir le prochain président.

Les derniers sondages d'intention de vote donnent la victoire à Daniel Scioli et à son projet de préserver l'œuvre engagée par Nestor Kirchner et poursuivie par sa veuve, Cristina Fernández, qui ont réussi à sortir l'Argentine d'une grave crise économique, qui ont obtenu des améliorations palpables pour les secteurs les plus vulnérables de la société et qui ont ouvertement adhéré aux nouveaux temps que vit la région.

Chacun se souvient des décisions prises à Mar del Plata, en 2005 par les présidents Nestor Kirchner, de l'Argentine, Hugo Chávez, du Venezuela et Luiz Inacio Da Silva, Lula, du Brésil, pour mettre en place le mouvement qui a fait échouer le projet étasunien visant à créer l'ALCA, une zone de «libre commerce» des Amériques. Ce projet aurait soumis la souveraineté régionale aux diktats de Washington.

Le principal adversaire de Daniel Scioli, Mauricio Macri a derrière lui une puissante structure économique liée aux secteurs les plus nantis du pays et de la région ainsi que bien sûr, des Etats-Unis.

Mauricio Macri est le propriétaire du groupe de même nom fondé par son père, Francisco Macri, et qui a des filiales au Brésil et en Uruguay. Ce groupe rejoint des secteurs aussi divers que la construction, l'automobile, l'industrie alimentaire, le service de la poste et les voiries.

Le programme proposé par ce candidat consiste à éloigner l'Argentine de l'UNASUR, l'Union des Nations Sud-américaines, et de la CELAC, la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens et à la rapprocher à l'Alliance du Pacifique, un mécanisme commercial maîtrisé par les Etats-Unis.

Macri s'est proposé d'éviter coûte que coûte la victoire du Front pour la Victoire au premier tour et de forcer un second tour afin de rassembler toutes les forces d'opposition au gouvernement progressiste de Cristina Fernández, pour atteindre lui la présidence.

Pourtant, il est imprécis de savoir s'il pourrait compter pour ce faire sur le parti de Sergio Massa, le troisième en discorde, mais avec très peu de chances de passer au repêchage.

Ce dernier a commencé sa carrière politique aux côtés de Carlos Menem et s'est lié, après, aux forces de Nestor Kirchner qu'il a abandonnées pour former le Front Rénovateur. Même si aucun sondage ne le considère comme favori, son rôle pourrait certainement être important au cas d'un second tour.

Il faudra attendre le verdict des urnes dont l'annonce pourrait prendre jusqu'à une semaine, pour savoir si la majorité de la population vote pour la poursuite de la ligne du gouvernement actuel et donc au projet de Scioli, le seul qui promet le meilleur aux Argentins.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/73520-les-argentins-misent-sur-la-preservation-du-gouvernement-progressiste>



Radio Habana Cuba